

Service affiliation AFF-006

Pour tout renseignement, contacter le service affiliation:

- affiliation@cavimac.fr
- Imprimés accessibles sur notre site www.cavimac.fr

**DÉCLARATION
DE TRANSFERT
DE COLLECTIVITÉ D'UN
MEMBRE AFFILIÉ**



La collectivité d'origine remplit les cadres «A » et «B » et adresse l'imprimé à la collectivité nouvelle / d'accueil. Celle-ci remplit le cadre «C » et retourne l'imprimé ainsi complété au service affiliation.

A - Identification de la personne concernée

Nom : _____ Prénoms : _____

né(e) le :

Numéro National d'identification :

Nouvelle adresse (à la suite du transfert) : _____

Relevé d'Identité Bancaire à joindre

B - Collectivité d'origine

N° de collectivité :

Nom de la collectivité : _____

Je soussigné(e) _____

(Nom)

(Prénoms)

agissant pour la collectivité ci-dessus désignée, déclare accepter le transfert de la personne ci-dessus dénommée dans sa nouvelle collectivité d'accueil (cf. paragraphe C). À compter du : (1)

Fait à _____, le

SIGNATURE

CACHET DE LA COLLECTIVITÉ

C - Collectivité d'accueil

N° de collectivité : (2)

Nom de la collectivité : _____

Je soussigné(e) _____

(Nom)

(Prénoms)

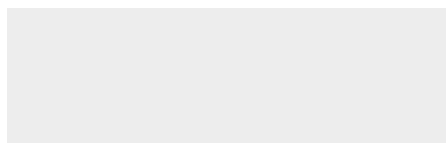
agissant pour la collectivité ci-dessus désignée, déclare accepter la charge des cotisations de la personne ci-dessus dénommée.

À compter du : (1)

Fait à _____, le

SIGNATURE

CACHET DE LA COLLECTIVITÉ



En cas de fraude sociale en vue d'obtenir ou de tenter d'obtenir des avantages indus (CSS, art. L. 114-17 du Code de la sécurité sociale), vous encourez des sanctions et êtes passibles d'amende et/ou d'emprisonnement voire de pénalités financières (CSS, art. L. 114-16-2).

La loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés modifiée et le règlement général UE 2016/ 679 s'appliquent aux réponses faites sur ce formulaire. Vous disposez d'un droit d'accès et de rectification aux données vous concernant que vous pouvez exercer auprès de la déléguée à la protection des données : dpo@cavimac.fr

(1) DATE D'EFFET DU TRANSFERT

Les transferts de collectivité prennent effet au premier jour du mois qui suit la date de la demande de la collectivité d'origine.

(2) PIÈCES JUSTIFICATIVES À JOINDRE OBLIGATOIREMENT

Retourner le présent imprimé dûment complété, accompagné de tout document justificatif délivré par l'autorité cultuelle. Pour le culte catholique, en cas de transfert dans un autre diocèse joindre l'attestation d'incardination dans la collectivité d'accueil.